



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 20 décembre 2012

Unité Territoriale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV 5

Affaire suivie par : Hervé GERMAIN
Réf : HG/ 2012 / n° 948

Téléphone : 05 61 15 37 50
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : herve.germain
@ developpement-durable.gouv.fr

Objet: SIVOM Saint Gaudens – Montréjeau – Aspet – Magnoac

PJ: Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Rapport de l'Inspection des Installations Classées au Préfet pour inscription au CODERST

Établissement : SIVOM de Saint Gaudens – Montréjeau – Aspet – Magnoac lieu-dit Pihourc à Liéoux

Activités : Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux de Pihourc
N° SIIC : 068 - 04665

1. Présentation sommaire de l'établissement

L' Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) exploitée par le SIVOM Saint Gaudens – Montréjeau – Aspet – Magnoac à Liéoux (lieu-dit Pihourc) a été autorisée par Arrêté Préfectoral du 2 août 1999 modifié (prescriptions techniques abrogeant celles de l'AP du 14 mars 1996). C'est la seule installation de stockage du département de la Haute-Garonne en exploitation, et qui fait suite aux centres de stockage dits de Clarac et Liéoux antérieurs et actuellement en suivi post-exploitation et pour lesquels les lixivats sont collectés sur le site de Pihourc. Elle est autorisée pour une capacité annuelle de 85 000 t. Ce site comporte également d'autres activités connexes telles que la plate-forme de compostage, une activité de broyage de déchets verts ainsi qu'une installation de valorisation énergétique de biogaz. L'arrêté préfectoral a été modifié à plusieurs reprises et notamment pour inclure les dispositions réglementaires successives de l'Arrêté Ministériel du 9 septembre 1997 modifié.

Le site en cours d'exploitation a été successivement :

- « Pihourc I » (ou rive gauche du ruisseau du Barrail), exploité de juillet 1996 à début 2012 ;
- puis « Pihourc II » (ou rive droite) : extension réglementée par Arrêté Préfectoral du 12 décembre 2008, dont la mise en exploitation a été autorisée par lettre préfectorale du 10 avril 2012, pour une durée de 23 ans.

De part son activité et sa capacité cette installation est répertoriée comme relevant des établissements prioritaires nationaux.

2. Objet du présent rapport

2.1 Rappel : Présentation du projet de traitement in-situ des lixiviats

Par arrêtés préfectoraux des 3 juin 2010 et 5 décembre 2011, ont été imposés successivement le principe d'une installation de traitement in-situ des lixiviats produits par les centres de stockage de Clarac, Liéoux et Pihourc (« Pihourc I » et « Pihourc II ») puis sa mise en œuvre, avant le 30 juin 2012.

Le traitement proposé se décomposait en plusieurs phases successives :

- Traitement biologique (4 réacteurs) ;
- Unité d'Ultra-Filtration ;
- Une re-circulation ou ré-injection partielle des lixiviats pré-traités au niveau du casier n°5 (site Pihourc II) ou d'un autre casier en exploitation pour accélérer la fermentation (avec un fonctionnement en “ bioréacteur ”) ;
- Traitement final par Osmose Inverse ;
- Concentration des boues par évapo-concentration ;
- Évaporation des concentrats sous vide (tour) et valorisation énergétique par une unité de co-génération ;
- Pré-traitement par stabilisation et enfouissement des boues stabilisées sur le casier en exploitation (sous réserve du respect de la procédure d'admission dans l'ISDND).

Les eaux traitées, suivant la saisonnalité et en fonction des besoins sur site, devaient, après contrôle de leur conformité être utilisées en :

- Évaporation ;
- Irrigation du TTCR (« Taillis à Très Courte Rotation »): évapo-transpiration ou phyto-remédiation en période estivale ;
- Arrosage des dômes et talus ;
- Lavage des véhicules du site.

2.2 Suites données à ces arrêtés :

Le SIVOM a lancé une procédure de marché public (mise en concurrence) et a informé le Préfet par lettre du 2 août 2012 que la Commission au titre du Code des Marchés Publics a déclaré l'appel d'offres infructueux. Le nombre de candidats par lots s'est révélé très réduit, notamment sur le lot n° 1 Process, un seul candidat avec une offre dépassant de 2,1 M€ l'estimation faite initialement sur ce poste.

L'Inspection a été informée de ces faits courant juin 2012 et a demandé qu'un courrier du SIVOM soit adressé à Monsieur le Préfet pour l'informer du non respect des échéances retenues, en l'accompagnant des justifications et des propositions tant en matière de délais (planning de réalisation) que de solutions alternatives et/ou palliatives. C'est l'objet du courrier du 2 août 2012 du SIVOM et du rapport joint.

Le rapport d'ARTELIA, Rapport PRO-v2 juillet 2012 Réf.: 8330035 V2, a repris les études antérieures (Chapitre 2) sur tous les postes ayant fait l'objet de dépassements budgétaires et a fait un certains nombres de propositions :

- solutions techniques d'optimisation : certains postes ont été revus et corrigés, visant à réduire les coûts tout en permettant des performances équivalentes ;
- des travaux supprimés ou reportés : la stabilisation des boues, la cuve de stockage des

charbons actifs saturés (avant élimination hors site), la recirculation des lixiviats dans le casier n° 5,

- des postes proposés en option : sont listés des postes et travaux qui pourront suivant le cas être retenus ou non lors de la nouvelle procédure de consultation et d'appel d'offres ;
- des études complémentaires à engager : mission géotechnique, permis de construire modificatif ...

L'inspection note qu'une modification des prescriptions techniques imposées par APC du 5 décembre 2011 s'avérera aussi vraisemblablement nécessaire à l'issue de la consultation et des études d'exécution des entreprises.

Le rapport d'ARTELIA reprend ensuite plusieurs postes, en réexaminant et comparant plusieurs solutions ou variantes :

- chapitre 4 – cogénération : chaudière biogaz et traitement du biogaz par filtres à charbon actif ;
- chapitre 5 – stabilisation des boues et concentration des concentrats d'osmose-inverse ;
- chapitre 6 – dimensionnement : comme indiqué ci-dessus une modélisation a été entreprise visant à estimer au plus juste les quantités de lixiviats produits et les volumes des bassins nécessaires ainsi que le dimensionnement des installations de traitement : bio – ultrafiltration, osmose inverse et TTCR ;
- chapitre 7 – structure des chaussées.

L'Inspection prend acte de l'évolution du réexamen des volumes des différents bassins.

Le rapport propose également :

- chapitre 8 – une solution transitoire pour le traitement des lixiviats ; celui-ci consisterait à un pré-traitement par une filtration sur charbon actif pour fixer certains éléments (arsenic, métaux lourds et DCO – demande chimique en oxygène) avant réception et traitement par la station d'effluents mixte (STEP) de la société Fibre Excellence / Ville implantée à Saint Gaudens ;

enfin :

- chapitre 9 – marché des travaux : une « pré-consultation » des intervenants a été lancée sur ces secteurs d'activités spécialisé au niveau national et la répartition en lots a été révisée de façon à faire jouer la concurrence et à augmenter le nombre de candidatures effectives sur chacun des postes ;
- chapitre 10 – budget : le budget global révisé se monte à 6,7 M€ HT, avec des hypothèses allant de 6,7 à 7,1 M€ HT, suivant les options retenues.
- chapitre 11 – planning prévisionnel (p. 32/32) :
2012 : consultation et sélection des entreprises
2013 : construction (et mise en œuvre du pré-traitement provisoire)
2014 : mise en service.

2.3 Avis de l'inspection

Compte-tenu des éléments repris ci-dessus un retard conséquent est inéluctable quant à la mise en service de l'installation de traitement in-situ des lixiviats du fait de la première procédure de marché public infructueuse.

Hormis les observations faites sur le paragraphe précédent, l'inspection considère qu'un réexamen des délais de réalisation peut être revu compte-tenu des éléments de justification fournis par le SIVOM Saint Gaudens – Montréjeau – Aspet – Magnac, de façon exceptionnelle vu les contraintes

administratives (procédures de marché public), les enjeux, notamment financiers, pour la collectivité et les délais incompressibles liés aux travaux de réalisation.

La mesure compensatoire de mise en place effective début 2013 d'une installation de pré-traitement provisoire visera à améliorer la qualité du traitement des lixiviats avant rejet à la Garonne via la STEP de la société Fibre Excellence, dans l'attente de la mise en place du traitement définitif.

Le prétraitement consiste en une filtration sur charbon actif.

Les paramètres visés dans le projet d'arrêté sont issus soit de la convention spéciale de déversement d'eaux résiduaires industrielles dans le réseau collectif d'assainissement entre le SIVOM Saint-Gaudens – Montrejeau – Aspect et Fibre Excellence Saint-Gaudens SA du 30 octobre 1995 modifiée en dernier lieu le 10 mai 2012, soit de l'annexe III de l'arrêté ministériel relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux du 09/09/1997 modifié.

C'est pourquoi, l'inspection émet un avis favorable à la révision des délais prescrits, sous réserve :

- que cette installation soit opérationnelle avant le 31 mars 2013 et maintenue jusqu'à la mise en service de l'unité de traitement pérenne sur site qui devra intervenir au plus tard au 1^{er} juillet 2014 ;
- que les lixiviats pré-traités respectent selon les paramètres soit les valeurs limites fixées par la convention spéciale de déversement d'eaux résiduaires industrielles dans le réseau collectif d'assainissement entre le SIVOM Saint-Gaudens – Montrejeau – Aspect et Fibre Excellence Saint-Gaudens SA du 30 octobre 1995 modifiée en dernier lieu le 10 mai 2012, soit celles de l'Annexe III de l'arrêté ministériel du 09/09/1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- qu'une autosurveillance soit mise en place par l'exploitant de manière à suivre la qualité des lixiviats pré-traités envoyés à la station de traitement mixte Fibre Excellence / Ville de Saint-Gaudens ;
- du réexamen des prescriptions techniques imposées par l'arrêté complémentaire du 5 décembre 2011, par le dépôt d'une demande de modification des conditions d'exploitation au titre des dispositions de l'article R.512-33-II du Code de l'Environnement, en référence au dossier déposé le 15 mars 2011, au vu des solutions retenues à l'issue de la nouvelle procédure de mise en concurrence élargie au titre du Code des Marchés Publics ;
- de la mise en place, et de l'envoi au Préfet, par l'exploitant d'un tableau de suivi tenu à jour trimestriellement du respect des échéances et du planning prévisionnel détaillé visé ci-dessus et inclus dans le rapport établi par ARTELIA (p. 32/32).

Pour finir, un inventaire et un recensement faunistique et floristique sur l'emprise du TTCR ont été réalisés en mai 2012. Une évaluation de l'impact potentiel du projet et des propositions de mesures compensatoires ont été réalisés en septembre 2012. Cependant, les zones compensatoires proposées par le Bureau d'Études pour l'implantation du TTCR ne sont pas situées sur des propriétés du SIVOM, de ce fait, un complément à cette étude doit être réalisé et transmis au préfet avant la fin du 1^{er} trimestre 2013.

3. Propositions de l'inspection et conclusion

Compte-tenu du non respect des échéances retenues initialement et de la procédure de marché public infructueuse en cours de renouvellement, l'Inspection propose :

1. à Monsieur le Préfet du département de la Haute-Garonne de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/12/2011 conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, après avis de la CSS (Commission de Surveillance de Site) et du CODERST ;

2. aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint, proposant notamment :
- d'introduire un pré-traitement transitoire des effluents effectif au 1^{er} trimestre 2013 et jusqu'à la mise en service de l'installation pérenne de traitement des lixiviats ;
 - d'encadrer la recherche d'une nouvelle solution de traitement des lixiviats (nouvel appel d'offres, attribution du marché et exécution des ouvrages) ;
 - de modifier la date de réalisation de cette installation pérenne de traitement ainsi que des installations connexes dans le domaine de la gestion des eaux et de l'air qui devront être opérationnels au plus tard en juin 2014.

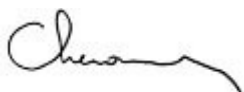
L'Inspecteur des Installations Classées

signé

Hervé GERMAIN

Vérifié, et validé le 16 janvier 2013

Le Chef de la Division Prévention des Nuisances
et Sécurité des Véhicules

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Cheramy', with a long horizontal flourish extending to the right.

Hervé CHERAMY